L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 1er MARS 1868

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
EN VILLE OU CAMPAGNE.
Par an, $10, par semestre, $5; par trimestre, $3
Prix d'un numéro, 10 CENTS.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces ordinaires, placées à tous les titres des 4 pages publiés du journal, paieront $1 50 le carré pour le premier insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces judiciaires et de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces nouvelles pour faire valoir, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces dans le corps, dans la page éditoriale, paieront $20 net le carré par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces entre, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces ordinaires, tel exemple qu'il sera convenu avec elles ; mais dans aucun cas, cet exemple ne dépassera 25 p. cent.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents toute la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce inscrite sans spécification de nombre d'insertions ne sera pas indiquée comme devant être insérée.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.
Les comptes des personnes faisant régulièrement de grandes affaires ne seront accordés à la fin de chaque mois.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en dernier, voir à la page anglaise.

NOUVELLE-ORLEANS:
DIMANCHE, 1er MARS.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif, à 10 heures, sur les Heux, le fonds de la pharmacie située rue de Chartres, No 124 ; assez tous les droits, titres et intérêts de Edmonbur, &c., &c., à 10 heures et demie, à son entrepôt, No 22, rue Jefferson, meubles et effets.

Par F. Ad. Portier, encanteur, à midi, au No 456 rue de Chartres, entre l'Hospitalité et Esplanade, un lot de meubles, &c., &c.

Par Charles E. Barthet, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, un lot de terre situé dans « St. Thérèse, compris entre les rues Hôpital, Barracks, Tonti et Rochebleve.

Par A. Pelletier—Au No 66 de la rue de Chartres, marchandises sèches, habillements, lingerie, etc., à l'encan.

Par Louis Sourd & Bro.—Au No 36 deja rue du Camp 200 caisses bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Miltz & Co.—Au No 36 de la rue de Chartres, marchandises sèches et lingerie.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpeil, 93 Vieille-Levée.

ATTENTION!!
☞ Le shérif présidera, demain, à 10 1/2 heures A.M. à son entrepôt, No 22 rue Jefferson, à l'adjudication d'un lot de meubles et d'effets, et à 10 heures A. M. au No 124 rue de Chartres, à l'adjudication du fonds et du terme restant du bail d'une pharmacie.

Pour le détail, voir aux annonces.

BIJOUX PRÉCIEUX. — Les personnes qui désirent placer leur argent en articles de valeur réelle, tels que diamants purs de la première eau, montres d'or élégantes, &c., n'auront pas à perdre leur temps à visiter les magasins ; il suffira de s'adresser à Prat, rue Carondelet, au coin de Bienville, où ils trouveront un assortiment splendide de bijoux et d'articles ci-dessus sont pleinement garantis pour être ce qu'on dit qu'ils sont. Ce n'est pas une rare occasion seulement pour ceux qui veulent placer leurs capitaux en des articles de valeur réelle, mais aussi pour ceux qui désirent acheter des cadeaux recherchés. La vente de toutes ces belles et précieuses choses aura lieu par le ministère de M. Chas. T. Hugh, encanteur, à la Salle Magnétique, rue Royale, ce soir, à 7 heures. Facilité, moitié prochain 8 mars, et commencera à onze heures précises du matin. Que les hommes bien avisés ne l'oublient pas! Cette occasion passée, de longtemps il ne s'en présentera de semblable.

Projet de la Ville-Orléans à New York.—La route la plus courte et la plus facile pour aller d'ici à New York et dans toutes les villes de l'Est est la Grande route centrale par Humbolt et Louisville. A Louisville, on trouve un char-à-trains pour le nord, quotidiennement pour l'Est et les villes pour Memphis sont tous les soirs pour Nashville. Toutes les informations nécessaires seront données au bureau de la Compagnie du Jackson, au coin des rues Camp et Commerce, et à la gare du Chemin de fer.

Banque des marchands.—Cette banque vient de produire son état de situation. On y verra que la totalité de ses obligations ne se monte pas à $45,286, en chiffres ronds, quand la valeur estimée de son avoir atteint le chiffre de $286,991. La situation serait bien différente sans la dépréciation de certains fonds émis en faveur des chemins de fer. Quant au papier-monnaie, on peut se convaincre de la réalité suscitée en examinant les livres de la banque, examen pour lequel toute facilité est offerte.

Instructions pour le gaz.—M. J. B. Moore plumber et plombier, rue Baronne, No 34, annonce au public qu'il vendra en ce moment toutes ses instructions pour le gaz, au prix réduit de $1 50. Messrs. ont pour l'habitude avec laquelle il ajuste les tuyaux et toutes les pièces qui concernent l'éclairage au gaz. Il a toujours en magasin les articles que nécessite ce genre d'éclairage, devenue presque universel, il se charge de les installer et accorde toute la place qu'il lui est possible et aux conditions les plus raisonnables. Voyez l'annonce.

Montres d'Or.— Nous recommandons à nos lecteurs le magasin de M. E. FRIOLLAUD, habile horloger français, No 1, rue Carondelet. Nous avons vu en assortiment de montres dont les prix varient de $30 à $300 toutes garanties 15 années.

L'œuvre de Frémont.—Notre confrère, M. Félix Rattier, doit ouvrir prochainement à l'Institut Lecompte, 272 rue du Camp, un cours de français à l'usage des dames et des demoiselles. L'objet de ce cours est de faciliter l'usage de la langue française par des conversations. Le cours aura lieu trois fois par semaine, les lundis, mercredis et samedis de quatre heures et demie à 6 heures après midi. Le prix du cours sera de trois piastres par mois. M. Rattier s'étudiera, nous en sommes certain, à rendre son enseignement attrayant, et nous espérons qu'il réussira à répandre l'usage de la langue française parmi les dames et les demoiselles du quartier américain.

Le Jugement d'Andrew Johnson.

Ce n'est pas seulement Andrew Johnson, Président des Etats-Unis, que la Chambre vient de traduire à la barre du Sénat pour y être jugé sur des griefs d'accusation qui seront formulés après coup, c'est aussi toute la partie de la nation qui partage la manière de voir et qui soutient la politique du chef du pouvoir exécutif, c'est-à-dire plus de trois millions d'électeurs qui sont prêts à seconder par leurs votes tous les actes qu'il aura jugés à propos d'accomplir. Nous ne savons quelle sera la sentence du Sénat, mais s'il arrive qu'Andrew Johnson soit condamné, nous ne craignons pas de dire à l'avance qu'il aura été acquitté et condamné, mais non jugé.

Nous connaissons l'embarras dans lequel se trouvent les accusateurs lorsqu'il s'agit de préciser les charges qu'on veut faire peser sur l'accusé. Est-il possible qu'ils invoquent la Constitution, ces hommes qui ont fait profession ouverte de dédain le plus absolu pour ce pacte solennel qui entravait leurs projets révolutionnaires ? Accuser Andrew Johnson d'avoir violé la Constitution, se serait-ce pas un blasphème dans la bouche des Stevens, des Boutwell, des Ashley et de tous ceux qui, depuis deux ans, ont violé lois sur lois, résolutions sur résolutions pour asseoir par la force leur domination sur les libertés publiques et des droits primordiaux du peuple! Ceux qui brûleraient les églises en niant l'existence de Dieu seraient ils bien venus à accepter les ministres de l'culte offensé! C'est pourtant le rôle que jouent les représentants parjurés à leurs serments à l'égard de celui qui a dédaigné plus d'une fois de fouler aux pieds la plus sainte des lois, celle constitutionnelle dont la garde lui était confiée!

Mais qui sera juge entre le Président qui prétend avoir fidèlement rempli son mandat et la Chambre qui l'accuse de l'avoir violé. Sera-ce le Sénat? Mais le Sénat fait partie du Congrès et le débat est précisément entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, chacun de ces pouvoirs, soutenant l'autre d'avoir mal interprété la Constitution et d'avoir outrepassé ses pouvoirs?

Il est vrai qu'en vertu de la Constitution, le Sénat est légalement saisi du jugement du Président mis en accusation par la Chambre, mais chaque sénateur doit avant de siéger prêter le serment suivant :

" En toute chose concernant l'accusation pendante, je jure de rendre impartiale justice suivant la Constitution et les lois. Que Dieu me soit en aide."

Rendre impartiale justice suivant la Constitution! Quel est le sénateur radical qui pourra prêter, la main sur la conscience, un pareil serment! En matière de droit commun il est de principe qu'on peut récuser tout juré qui a exprimé, antérieurement au jugement, son opinion sur l'affaire qui lui est soumise. Est ce que pour presque tous les chefs d'accusation, les sénateurs ne sont pas dans ce cas?

La révocation de Stanton est le seul grief nouveau invoqué contre M. Johnson depuis le dernier vote de la Chambre qui a reposé la mise en accusation ; les autres griefs ont été, à deux reprises différentes, jugés mal fondés par la Chambre elle-même. Or, sur la question de la révocation de Stanton, le Sénat s'est prononcé de la façon la plus catégorique contre le droit du Président. Il a déclaré que la Constitution et les lois ne donnaient pas à M. Johnson le pouvoir de destituer M. Stanton. Pour acquitter le Président sur ce chef il faut donc que ceux qui ont voté la résolution dont il s'agit, se donnent un démenti à eux-mêmes ; ils ne sont pas alors dans les conditions voulues pour rendre une justice impartiale, si conséquemment pour prêter librement le serment qui est exigé d'eux avant de siéger. Cependant il n'en est peut-être pas un qui hésitera à prononcer cette formule mensongère qui doit lier sa conscience.

Les questions que soulèvera le jugement du Président sont nombreuses et complexes. L'accusé doit être jugé par le Sénat et il ne peut être condamné qu'à la majorité des deux tiers présents. Mais la Constitution entend parler du Sénat des Etats-Unis tout entier, et non d'un Sénat mutilé, tel que l'on a réuni les sénateurs de dix Etats. D'après les termes formels de la Constitution, un Etat ne peut, en aucune circonstance, être privé de son droit de représentation au Sénat. Or, le nombre total des Etats de l'Union étant de 37, le nombre des Sénateurs devrait être de 74, et la majorité des deux tiers de 50 si tous étaient présents. Par le fait même de la majorité du Sénat actuel, cette assemblée ne compte que 54 membres, et la majorité des deux tiers n'est que de 37 lorsque tous les membres sont présents. La défense a incontestablement le droit de dire que le jugement ne peut avoir lieu dans de pareilles conditions.

Un autre point qu'elle peut soulever c'est la question de savoir si le Sénat est compétent pour décider de la constitutionnalité d'une loi, dans le cas où cette constitutionnalité est contestée par l'accusé. Il semble que le pouvoir judiciaire est seul compétent pour prononcer à cet égard.

Ce sont là seulement deux exemples que nous donnons des débats préliminaires ou incidentels auxquels peut donner lieu le jugement du Président. L'examen de l'affaire au fond entraînerait des procédures fort longues, et le procès peut se prolonger jusqu'à la tenue des grandes assises nationales qui doivent avoir lieu en novembre prochain. Le devant le vrai souverain, assemblé dans ses comices, se décidera dans ce dernier ressort le conflit survenu entre Andrew Johnson et le Congrès, et nous avons la ferme conviction que la sentence absoudra l'accusé et confondra les accusateurs.

LA MISE EN ACCUSATION.

Voici le texte du rapport présenté à la Chambre par le comité de reconstruction dans la séance du 22 février et qui a été suivi du vote par lequel le Président a été mis en accusation :

Au nombre des documents envoyés à son examen, ce comité a trouvé une pièce constatant que le Président a, le 21 février 1868, émis et signé une commission ou lettre d'autorité, adressée à un certain Lorenzo Thomas, invitant et autorisant ce dernier à agir en qualité de secrétaire de la guerre, par intérim, et à prendre possession des livres, archives, documents et autres propriétés publiques dépendant du département de la guerre.

(Suit la copie de la lettre de M. Jonhson à l'adjudant-général Thomas.)

D'après les témoignages recueillis par le comité et en vertu des pouvoirs dont ils ont été investis par la Chambre, les membres soussignés sont d'avis qu'Andrew Johnson, Président des Etats-Unis, doit être mis en accusation sur le chef de hautes crimes et délits. En conséquence, ils recommandent à la Chambre d'adopter la résolution suivante :

Résolu qu'Andrew Johnson, Président des Etats-Unis, soit mis en accusation comme inculpé de hauts crimes et délits.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—La semaine théâtrale a été bonne : deux représentations d'*Orphée aux Enfers*, mardi et vendredi. Nous avons dit tout ce que nous avions à dire sur le *Prophète* dont le succès ne se ralentit pas et qu'on donne de nouveau lundi. Quant à *Orphée aux Enfers*, nous pouvons affirmer que le succès en va *crescendo* et que ce succès n'est pas arrivé à son apogée ; *Orphée* fera encore recette plusieurs fois, car mademoiselle Laumônier, qui chante d'une façon ravissante le rôle d'Eurydice, Mademoiselle Amélie Hinry est un amour de Cupidon, et MM. Decré, Le Chevalier Chamonin, savent donner aux personnages qu'ils représentent un cachet très original.

M. Gilbert, le bénéficiaire dans la soirée de vendredi, a reçu un accueil sympathique et il a tenu à le justifier par la manière dont il a rendu le rôle de John Styx dans *Orphée* et le rôle de M. Bonnassieux dans la comédie *Les Femmes Terribles* qui, bien que venant après une pièce à grand effet, a cependant, été fort goûtée. Nous devons dire que M. Gravier qui remplaçait M. Segnin dans le rôle de Charlard, a joué avec une verve et une animation remarquable, que mademoiselle Amélie Hinry a joué le rôle de madame de Ris avec une grande intelligence des effets scéniques et avec une merveilleuse aisance, que mademoiselle Marie Hinry a été très gracieuse sous les traits de madame Chatelard, que M. Chamonin a été amusant et émouvant dans son rôle de l'horticulteur Pommarol, bref que la pièce a fort bien marché.

Quelques mots, maintenant, sur la représentation d'hier qui a eu lieu devant une brillante chambrée. La *Muette de Portici*, a été accueillie comme une vieille connaissance que l'on revoit avec plaisir. L'exécution d'ensemble en a été excellente et nous complimenterons les artistes et l'orchestre. Nous signalerons particulièrement la prière du troisième acte qui a été d'un effet admirable et le chœur du quatrième acte. Nous rendrons compte plus en détail de la manière dont les artistes ont chanté leurs rôles, nous devons nous contenter, pour aujourd'hui, de dire que le duo "Amour sacré de la Patrie" entre MM. Picot et Le Chevalier a été enlevé avec chaleur et fort applaudi. Les allusions aux tyrans et aux oppresseurs ont été saisies par le public avec empressement.

Ce soir on donne le grand opéra de Gounod, *Faust*, chanté par mademoiselle Lambelé, MM. Damiani, Van Heffien, Le Chevalier, &c. Ce sera peut-être la dernière fois qu'on aura occasion d'entendre ce chef-d'œuvre pendant cette saison. On commencera à sept heures précises. Demain, le *Prophète*, comme nous le disons plus haut, avec MM. Picot, Van Huffien, Le Chevalier, Decré, Dupin et mesdames Audibert et Segnin.

MANIFESTATION A L'OPÉRA.—Le major-général Hancock assistait hier soir à la représentation de *La Muette*, à l'Opéra. Dans un entracte, sur la motion d'un des spectateurs, trois hourrahs ont été poussés en l'honneur du commandant du District, et la salle entière s'est associée avec enthousiasme à cette manifestation sympathique. Le général a répondu en s'inclinant et il a paru sensible à cette démonstration du respect et de l'estime dont il est l'objet de la part de la population orléanaise.

L'EXPÉDITION D'ABYSSINIE.—Le *Morning Herald* donne les nouvelles suivantes de l'expédition d'Abyssinie :

" Le colonel Merewether a exploré la route depuis Senafe jusqu'à Attegerat ; c'est une distance de 30 milles vers le Sud ; elle est située au pied du mont Alewka, et a 90 pieds d'élévation. Tout le long de la base de cette montagne est une route qui s'étend vers l'ouest jusqu'à Adowa. Mais, ainsi que nous l'avons dit, ce n'est point une route qui ait été reconnue comme pour l'armée. Elle va dans la direction du Sud, à Ataby, et de ce point à Antalo, Atbyi est à 50 milles d'Attegerat, et Antalo à 50 milles plus loin d'Atbyi.

" La distance tout entière, en comptant les sinuosités de la route, sera d'environ 150 milles de Senafe à Antalo. La marche depuis Senafe jusqu'à Magdala sera donc à moitié accomplie.

" La route la plus fréquentée se trouvera être à travers Sokota, juste au nord d'Antalo. Il paraît cependant est possible que l'armée fasse un léger détour à l'est, plus près des montagnes qui bornent le pays de l'Amuho Gallas afin d'éviter le courant du rivière Tselsat et le pays montagneux de Bora.

" Quoi qu'il en soit, la population continue à montrer des dispositions amicales depuis le présent nous n'avons point vu d'ennemis, et depuis quelque temps on n'a point entendu parler de Théodore ; il a seulement couru un bruit vague à son sujet, comme quoi il se serait retiré avec ses troupes et ses canons dans les ravins de Debra-Tabor et de Magdala. Nous n'avons point d'autres nouvelles de Wagshum Gobazie.

" Le prince Kassai, qui paraît avoir une autorité souveraine dans le pays de Tigré, entretient avec l'armée anglaise les relations les plus amicales. Les obstacles naturels qui gêneront notre marche en avant sont jusqu'ici les seuls que nous ayons eu à surmonter. Nous avons escaladé les rochers, nos machines ont fait jadis leur devoir. Nous ne saurions dire jusqu'à quel point les pluies pourront nous embarrasser ou causer des maladies parmi les troupes. Il n'est pas improbable qu'un ait reçu des capuis de Magdala annonce qu'ils se portent tous bien, et nous pouvons compter que les efforts que nous faisons pour effectuer leur délivrance seront couronnés de succès et triompher dans leur patrie, qu'ils avaient à peine osé espérer revoir."

LA LOI MILITAIRE ET L'ÉMIGRATION DANGAIRE.—Le *Manager du Sud-Ouest* publie le document suivant :

Commune de Castex.

Les soussignés déclarent qu'il est en leur connaissance :

1o Que depuis de longues années, dans quelques communes du canton de Marciac et dans presque tout le canton de Miélan, il existe un mouvement d'émigration vers l'Amérique des jeunes gens de seize, dix-sept et dix-huit ans ;

2o Que de temps à autre il en revient quelqu'un après avoir fait une petite fortune. Plusieurs de ces Américains sont établis dans de bonnes conditions. On peut citer particulièrement Villecomtal, Castelfranc, Estampes, &c. ; une ville voisine, Trie, peut être considérée comme une colonie d'Américains ;

3o Que ce mouvement a été tel, qu'il s'est établi à Estampes, à Montegut-Arros et en d'autres lieux des agens d'émigration, lesquels ont pendant des années la publicité nécessaire pour attirer et pour transporter les agens pour traiter des conditions du départ et de l'arrivée ;

4o Que ce mouvement a pris une impulsion plus vive depuis qu'il est question de la loi militaire, et qu'il est de notoriété publique que l'émigration s'y prendra en proportions beaucoup plus importantes que par le passé, notamment dans ce canton ;

5o Que les propriétaires, qui déjà se plaignaient avec raison de la rareté et de la cherté de la main d'œuvre, considérant la loi militaire comme devant donner le coup de grâce à l'agriculture.

Suivent les signatures :

Victorin Villambits, Mailhes, Blaise, Verges fils, Gouzennes, Bernichau fils, Bioussou, Vidou, Despaux, Bernichau, Verges, Mailhes père, Mailhes jeune, *Illisible*, Carrau, Gasaux, Despaux fils, Despaux, Baleix, Dauzan, Lesgues, Lamarque, Maunsis, Cougot père, Cougot fils, Monleaun.

Vu pour la légalisation des signatures apposées ci-dessus.
Mairie de Castex, le 31 janvier 1868.
Le maire, *signé* BERNICHAN.
(Sceau de la mairie.)

NOUVEAUX MYSTÈRES DE PARIS.—Les exploits suivants, que relate un journal de Paris, semblent empruntés à l'imagination fantaisiste d'un des romanciers à la mode :

Une bande d'audacieux malfaiteurs vient d'être capturée par la police. Voici de leurs méfaits deux curieux épisodes, qui renseigneront le lecteur sur leur manière de procéder.

La scène commence au bal de l'Opéra ; M. V....., courtier de commerce, rencontre une femme, en domino noir, qui l'en croire, est une dame du grand monde. Son cocher—un homme qui lui est dévoué—l'attend avec sa voiture et elle veut bien consentir à ce que M. V..... reconduise chez elle. La maison où elle reçoit, mais à la condition que, pour qu'il ne puisse reconnaître cette maison, il se laissera bander les yeux. Ce mystère piquant a été accepté, M. V..... accepta. La voiture roula pendant une heure environ. Guidé par la femme au domino noir, M. V..... descendit de voiture, pénétra dans une cour, monta trente marches d'un escalier ; il entendit ouvrir une porte, et, lorsqu'on lui ôta son bandeau, il se trouva dans une chambre éclairée par plusieurs lampes et vit, tenoureant, trois hommes armés de poignards et de revolvers.

— Si vous bougez, vous êtes mort, lui dit-on. Il ne bougea pas, se laissa dépouiller de sa montre, de son porte-monnaie, après quoi on lui remit son bandeau et l'un des individus dit : Nous allons vous conduire place de Panthéon. Au moindre cri, au moindre geste, vous serez poignardé. Il ne fit aucune résistance, ne prononça pas un seul mot, et, vers cinq heures du matin, on le fit descendre, place du Panthéon, du véhicule, qui s'éloigna à fond de train.

M. V....., avait perdu plainte, mais il n'avait pu indiquer la maison où s'était passée cette scène, véritable chapitre de roman.

Tout ne devait pas tarder à être découvert.

Un soir, M. Paul B....., commis épicier, saisit la voiture de M. Boffini ; dans cette voiture, marchait une jeune femme paraissant être, à en juger par son costume, une ouvrière revenant de ses travaux.

Tout à coup, elle fait un faux pas et, au moment où elle va tomber, M. Paul, la retenant, empêche sa chute. Comme elle s'est, dit-elle, foulé le pied et que la douleur la fait souffrir, M. Paul l'invite tout naturellement son bras pour l'aider à se rendre chez elle. On arrive, l'un soutenant l'autre, dans une des petites rues du quartier Montfaucon ; la jeune fille s'arrête sur le seuil d'une allée sombre :

—Aidez-moi à monter l'escalier, dit-elle d'une voix douce.

M. Paul consent à soutenir la jeune femme, qui, arrivée au troisième étage, frappe à une porte qui s'ouvre immédiatement pour livrer passage à la jeune fille. M. Paul, qui l'assistait, l'introduit dans une chambre où il est dépouillé de la même façon que M. V....., avec cette différence que l'un des voleurs lui dit :

—Nous vous laissons partir, mais sachez bien que nous formons une nombreuse et redoutable association, et que, si vous nous dénoncez, vous tomberiez tôt ou tard assassiné par l'un de nous.

Cette menace n'effraya pas M. Paul, car dès qu'il fut sorti de repaire il raconta ce qui venait de lui arriver au premier sergent de ville qu'il rencontra.

Deux individus, hommes et femmes, ont été arrêtés, lesquels, par des moyens analogues à ceux que nous venons de raconter, ont commis un grand nombre de vols.

Plusieurs d'entre eux ont été pris dans un cabaret, qui était le lieu ordinaire de leurs réunions.

UN VOLEUR PARISIEN.

On vient d'arrêter comme complice d'un vol important commis dans une grande maison de bijouterie, à l'*Alliance*, je crois, un certain Mottet (je ne réponds pas de l'orthographe) qui est mû tout simplement un des plus habiles et des plus dangereux malfaiteurs de ce temps-ci.

Lors des perquisitions faites à son domicile, on a découvert les plans des principales boutiques de changeur de Paris, celui surtout d'une boutique située rue Vivienne, accompagné des détails les plus minutieux sur les particularités du lieu, les habitudes du maître de la maison, des garçons qui gardent la boutique.

Que voulait-on vous faire de ce plan ? demanda-t-on à Mottet.

—Oh ! c'est un petit coup que j'avais médité. C'est bien simple, allez ! Je savais que M. X..... laissait ordinairement dans la vitrine dépendant de sa boutique, j'arrivais à une heure du matin, déguisé en commissaire, avec l'écharpe, accompagné de quelques agents en bourgeois, faisant office d'inspecteurs de police et de deux autres en uniforme de sergents de ville.

J'exhibais un mandat de perquisition à cette fin de M. Procureur, que j'avais fabriqué moi-même, et je sonnais à la porte du bijoutier. Il ouvrait, et se confondait en excuses, descendait avec nous au magasin, réveillait ses garçons de bureau pour nous aider. La caisse était ouverte, et nous procédions à la vérification des valeurs : tant d'actions, tant d'obligations, tant de billets de banques, tant d'or, etc. Nous dressions un bordereau que signait M. X..... approuvé son paragraphe. Après quoi, d'un air très poli, je l'invitais à me suivre pour s'expliquer devant le juge d'instruction, ne doutant pas de son innocence, mais obligé d'obéir à des ordres formels. Une voiture était ouverte, et nous partions. Mais, en route, nous montions, au bout de trois quarts d'heure après, nous étions dans la plaine Saint-Denis, nous déposions le changeur en rase campagne et voilà !

Comme tous les grands joueurs, Mottet supposa que la partie était perdue et ne perdit la partie ; les assises ne l'effraient point et il raconte volontiers quelques-uns des bons tours qu'il a joués à l'autorité.

Une fois, il y avait un coup à faire chez un marchand de vins, dans un quartier populeux ; il resta caché sous une table en attendant la fermeture des portes ; le patron et le garçon firent le tour et quand l'horloge sonna minuit, Mottet rallume le gaz, sort vouvre un volet et s'assied paisiblement sur la banquette du comptoir pour le reste de la nuit.

Passent deux sergents de ville faisant leur ronde.

Eh ! dites donc, l'ami, comment ! votre boutique n'est pas fermée à cette heure-ci ! nous allons vous dresser procès-verbal.

—Une minute, messieurs, je vous en prie. Je fais mon caisse en ce moment.

Les tiroirs étaient ouverts. Mottet empoche le contenant et s'en va au nez des sergents de ville.

—Il m'est arrivé bien souvent, ajoute cet honorable industriel, de venger la morale publique sans qu'elle m'en soit reconnaissante. Quand je voyais un voleur (je les connaissais tous) prendre un bijoutier, je l'attendais ; quand il était sorti, je le filais, et la plupart du temps je lui reprenais son butin. Le voleur était volé.

Aujourd'hui, c'est moi qui suis pris et pour tout de bon. Chacun son tour.

Faits Divers.

—On mande de Naples, le 5 février :

« L'éruption reprend de la force ; le Vésuve lette depuis ce matin des cendres et de la lave. Cette nuit, trois secousses de tremblement de terre ont été ressenties. »

—On vient de découvrir en Sicile, sur un des plateaux de la montagne de Cassero, des ruines indiquant l'existence d'une grande cité dont l'origine remonterait à l'époque où vint s'établir en ce lieu une colonie de Syracusains. Les travaux continuent, cette cité ne serait autre que l'antique Castro.

Les murailles ont un développement de 2,000 mètres ; leur épaisseur est de 3 mètres. Elles sont construites en calcaire marneux stratifié. Ces pierres sont finement modifiées. La périphérie entière de la ville est d'environ 6,000 mètres. Les rues sont droites et se coupent à angles droits. C'est une garantie pour les maris, mais qui offre bien ses inconvénients.

—Quelques exemplaires du dernier numéro de l'*Eclipse* contenaient une très curieuse coquille :

Ce fut qu'en 1863 (au second tour de scrutin) que M. Eugène Pelletan vint s'asseoir sur les *gradins* du Corps législatif, envoyé par le département de la Seine.

—Voici, dit l'*Avenir National*, le mouvement de la population parisienne, comparé à celui des électeurs :

Au 10 décembre 1868—Elections présidentielles, 1,360,000 habitants.

Electeurs 433,632
Recensement de 1866 : 1 727,000 habitants.
Electeurs au 31 mars 1865 358,000
Recensement de 1861 : 1,953,000 hab.
Electeurs au 31 mars 1862 353,000
Recensement de 1866 : 2,150 916 hab.
Electeurs au 31 mars 1867 309,465

D'après cette statistique, le nombre des électeurs diminue graduellement à mesure que celui des habitants augmente.

CHRONIQUE LOCALE.

[TEMPÉRATURE.—29 février.

THERMOMÈTRE DE (P DECHAMEL, OPTICIEN, Encoignure Bienville et Chartres.

6 heures A. M. ..... 39 degrés.
Midi ..... 62 "
3 heures P. M. ..... 63 "
6 heures P. M. ..... 62 "

CORRUPTION OFFICIELLE. ACCUSATION DE FAUX.—M. Alfred Bourges, secrétaire du Conseil des Assistants Aldermen, et T. J. Cunningham, menuisier, ont été arrêtés vendredi soir à la demande d'un autre forgé un certificat pour un lot de bois de charpente, représenté comme ayant été fourni au Workhouse. L'affidavit contre M. Bourges signé par le député-contrôleur Sidney G. Brower, l'accuse d'avoir forgé et contrefait un certificat et attestation et représenté comme vrais la dite fausse attestation et certificat. M. Noble accuse Cunningham d'avoir forgé son reçu pour le bois allégué avoir été délivré. Devant le chef de police Cunningham a dit qu'il n'avait reçu l'ordre d'Alfred Bourges, qui lui donna un mémorandum, de faire faire par une personne du dehors un bill contre la ville, qu'il approuverait et le ferait payer.

C'est sur l'information de Cunningham qu'a été fait l'affidavit contre M. Bourges qui nie avoir eu aucune connaissance de la transaction. Depuis 40 ans qu'il est à la Nouvelle-Orléans, a-t-il dit, c'est la première fois que son caractère a été attaqué. Il prouvera certainement la fausseté de l'imputation et il demande à être jugé sans délai.

Nous ne doutons nullement quant à nous, de la bonne foi de M. Bourges : le vrai coupable se découvrira.

ACCUSÉS D'INCENDIE.—Antonio Picone et Crocker Fabio ont été arrêtés et traduits devant le recorder, sur l'accusation d'avoir mis le feu aux magasins Nos 617 et 619, rue des Magasins, dans la nuit de 11. Fabio a été mis hors de Cour, mais Picone a été renvoyé en prison, sans caution. Le grand jury examinera son affaire.

CÔTE DU RECORDER NEVILLE.—Ann Connelly, traddite par une accusation de conduite scandaleuse, a été envoyée au Workhouse pour 3 mois.

John Julies et Charles Austin, traduits sur une accusation de vol, savent répondre le 6 mars et donneront un cautionnement de $1000 chacun.

Beaucoup de tapageurs et de soulards comme à l'ordinaire.

VOL.—La résidence de J. Pinkney Smith a été visitée par des voleurs dans la nuit du 26 février, et une somme d'argent a disparu ainsi que des articles de bijouterie et des obligations pour une valeur de $1000.

SACRILÈGE.—John White a été arrêté sur la plainte de F McKee Dunn, rue de la Commune, qui l'accuse d'avoir volé l'église de la Mission.

ACCUSÉ DE VOL.—Samuel Williams a été arrêté hier matin, rue Pauline, sur une accusation de vol portée par M. Morel. Il sera interrogé devant le recorder du 2me District.

VOL.—On a volé vendredi, dans la nuit, quantité de hardes chez Arnold Black, rue St-Louis, près de la rue Dauphine.

VOL.—Vendredi, dans la matinée, vers 10 heures, des voleurs ont visité la maison de M. Dalet, rue Lamark No 62, le District. La famille était dans l'arrière partie de la maison, en sorte que les voleurs ont emporté de suite tout ce qu'ils ont trouvé à leur convenance. Parmi ce qu'ils ont volé il y a une pièce de drap, une croix et une chaîne d'or et quelques autres pièces de bijouterie appartenant aux enfants. On est sur la piste des voleurs.

Hier matin, vers 7 heures, des voleurs à la fausse clef sont entrés dans la maison de M. Weaver, dont la maison est vis-à-vis celle